

# LE BÉBÉ PANDA, LE PÈRE FOUETTARD ET LE PRÉSIDENT

PAR VINCENT NOCE

**L**es contes de Noël reposent sur la même intrigue, une ritournelle propre à insuffler une angoisse fugitive à nos chers bambins : le père Noël ne va pas distribuer les cadeaux. Ou du moins le pauvre est sérieusement contrarié dans sa mission jusqu'au retournement miraculeux de dernière minute. Mais les obstacles sont nombreux, sans compter bien sûr le père Fouettard rôdant dans l'ombre de saint Nicolas, propre à la tradition d'Alsace et de Lorraine.

Vincent Éblé avait-il le père Fouettard en tête lorsqu'il proposa, le 15 décembre dernier, un amendement à la loi des finances rectificative ? Il proposait d'exonérer les monuments historiques du nouvel impôt sur la fortune immobilière, à hauteur de 75 % de leur valeur, sous condition d'être ouverts à la visite et d'un engagement du propriétaire à en conserver la propriété au moins quinze ans après son acquisition. Ils auraient ainsi rejoint les immeubles qui bénéficient de cette exemption, ceux servant à une activité professionnelle, les biens ruraux, les forêts ou les résidences principales. Vincent Éblé préside la commission des finances du Sénat et il est socialiste. Son amendement a recueilli le consensus de la gauche et de la droite, sans objection du gouvernement en séance. Le coût fiscal a été évalué à 5 M€, mais le geste aurait été vu comme un encouragement symbolique à des amoureux du patrimoine qui en ont bien besoin. C'est bien moins que la réduction de la TVA pour les zoos, réclamée par le président après l'adoption d'un bébé panda par son épouse, qui a fait les titres des magazines... Il suffit de trois jours au gouvernement pour faire sauter l'amendement. Cet incident est passé inaperçu, il est

pourtant significatif du paradoxe d'un exécutif qui a remis le discours en faveur de la culture au goût du jour. Affichant assez peu de cas pour le travail des parlementaires, il avait apparemment peur de consentir « un nouveau cadeau aux riches ». Pourtant, il n'est nul besoin d'être un grand conseiller en placement pour savoir que la dernière manière de s'enrichir est d'engloutir ses finances dans un châ-

confiée à Stéphane Bern ou un tirage annuel du loto ne sont pas des gadgets destinés à cacher cette irresponsabilité croissante que traduit la misère des budgets. Inaugurant le Louvre Abu Dhabi, Emmanuel Macron a parlé de la beauté en ce monde. À Athènes, il a prononcé un de ces discours dont il est capable : « Nous avons besoin d'une Europe du patrimoine ! Lorsque la civilisation est attaquée,

*Le gouvernement veut nous convaincre que la mission confiée à Stéphane Bern ou un tirage annuel du loto ne sont pas des gadgets.*

teau. Sans compter l'empilement des obligations, ainsi que la multiplicité des humiliations ensuite réservées à ceux qui ont placé leur foi dans la beauté d'une abbaye ou dans la transmission familiale d'un manoir. Vingt mille monuments tiennent debout grâce à eux, composant un tissu au plus profond des territoires, formant la moitié du patrimoine protégé. Pourtant, ils reçoivent moins de 10 % des crédits engagés par l'État, ce qui représente 3 000 € par site. Et cette moyenne tombe à 400 € pour les collectivités, dont le soutien a reculé d'un tiers en une décennie. Une région sur deux et 40 % des départements n'accordent désormais aucune aide au patrimoine privé. Le gouvernement veut nous convaincre que la mission

elle est attaquée dans la culture, dans son patrimoine. Regardez partout, au Proche-Orient, au Moyen-Orient ou en Afrique ! Et donc ce patrimoine, nous devons le défendre, le porter, le réinventer, nous le réapproprier parce qu'il est notre identité et notre avenir ! »

2018 a été consacrée « année du patrimoine culturel européen ». En ce début janvier, plus d'un millier de propriétaires de châteaux se sont résignés à les mettre en vente, et la durée moyenne de détention s'est désormais réduite à sept ans. ■

*Les propos publiés dans cette page n'engagent que leur auteur.*